

## Déclaration de la COPAGEN sur l'accaparement des terres:

### TOUCHE PAS A MA TERRE, C'EST MA VIE

L'Afrique fait face ces derniers temps à une nouvelle forme de colonisation à travers le phénomène d'accaparement des terres. L'accaparement des terres, c'est l'achat ou la location à très long terme (de 30 à 99 ans) de grandes superficies de terres agricoles par des Etats étrangers, des multinationales et parfois des opérateurs économiques privés nationaux.

Les pays africains qui sont, soit des cibles du processus en cours, soit ont déjà franchi le pas en cédant leurs terres sont:

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Botswana, Cameroun, RDC et Congo Brazza, Egypte, Ethiopie, Guinée, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Du rapport de la Banque Mondiale, il ressort, qu'avant 2008 l'augmentation moyenne annuelle de terres agricoles était de 4 millions d'hectares, mais qu'avant la fin de l'année 2009, 45 millions d'hectares ont été annoncés comme pouvant faire objet de transactions en faveur de l'agriculture industrielle. Soixante dix (70%) de telles demandes ont eu lieu en Afrique et des pays comme l'Ethiopie, le Mozambique et le Soudan ont transféré des millions d'hectares à des investisseurs ces dernières années<sup>1</sup>. L'Afrique est donc particulièrement ciblée pour l'accaparement des terres d'autant plus qu'environ 201 millions des 445 millions d'hectares de terres convenables à l'agriculture dans le monde se trouvent en Afrique au Sud du Sahara.

Ces transferts massifs de terres des communautés locales vers des investisseurs étrangers au milieu ont pour conséquences la destruction en profondeur de la vie sociale, économique et culturelle des populations concernées. En d'autres termes l'accaparement des terres conduit à la perturbation des systèmes d'exploitation agricole familiale qui assure la base de l'agriculture paysanne dont dépend la production vivrière nationale dans de nombreux pays en développement et particulièrement en Afrique. Il est évident que la souveraineté alimentaire est ainsi gravement mise en danger. Les paysannes et paysans petits producteurs dessaisis de leurs terres entrent de facto dans une vie économique précaire, cause d'exode rural, tandis que ceux qui restent sur leurs terroirs deviennent des ouvriers agricoles sur leurs propres terres ou sombrent dans l'indigence. Les terres massivement arrachées aux communautés locales sont dévolues à l'agriculture industrielle, avec l'utilisation massive des intrants chimiques qui endommagent durablement l'environnement, avec « en prime », la perte quasi définitive du capital productif que constituaient leurs terres. Il est probable que les générations futures acceptent mal cette situation, ce qui peut conduire à des conflits sociaux durables, sinon à des guerres civiles. Ce scénario est très probable avec l'accroissement de la population africaine majoritairement jeune.

Tout en soulignant les conséquences néfastes du phénomène, la Banque Mondiale pousse de façon insidieuse vers le transfert massif de terres des communautés locales vers des investisseurs privés ou étatiques. En effet son rapport publié le 8 septembre 2010 recense minutieusement les endroits du globe où des terres agricoles intéressantes sont disponibles pour les investisseurs agro-industriels (on ne peut mieux jouer le rôle d'indicateur), en pointant particulièrement l'Afrique où se trouve près de la moitié des 445 millions d'ha de terres disponibles dans le monde. Elle fait semblant de se soucier du développement des paysannes et paysans petits producteurs en énumérant les conditions dans lesquelles de tels investissements pourraient leur être favorables. Or pour qui connaît le milieu des affaires dans les pays en développement et en particulier en Afrique – et la Banque Mondiale le connaît – lesdites conditions sont irréalisables à très long terme. Il faut en effet que le droit à la terre et aux

<sup>1</sup> Rapport de la Banque Mondiale, p. vi

ressources associées soit reconnu et respecté ; que les investissements ne soient pas préjudiciables à la sécurité alimentaire, mais la renforce ; que soient assurés la transparence, la bonne gouvernance et un environnement d'affaires incitatif ; que tous ceux concernés soient consultés et donnent leur accord ; que les investisseurs respectent les réglementations et les lois, et observent de bonnes pratiques en affaires ; que les investissements génèrent des impacts sociaux désirables et équitables, et pas la précarité ; que les impacts environnementaux soient évalués et que des mesures soient prises pour les mitiger (Cf. Rapport de la BM, pp x et 68).

Ce chemin long et compliqué laisse le temps aux investisseurs puissants, beaucoup plus malins que les acteurs locaux et souvent soutenus par les autorités politiques au détriment des communautés locales, de s'accaparer des terres agricoles les plus productives. Au lieu de pousser vers un tel schéma, la Banque Mondiale aurait mieux joué son rôle d'appui au développement dans le monde, en soutenant techniquement et financièrement des politiques agricoles en faveur des exploitations agricoles familiales. Celles-ci – il est démontré – assurent plus des 80% de la nourriture des pays en développement sans aucun soutien structuré, excepté les programmes récemment développés à l'occasion de la crise alimentaire. Un soutien (technique et financier) massif aux exploitations agricoles familiales aurait été plus en lien avec ce qui est dit dans la préface du rapport de la Banque (p. vi) : « la productivité des paysans petits producteurs est essentiel pour la réduction de la pauvreté et de la faim, et il y a un besoin urgent de plus d'investissement de qualité dans les technologies agricoles, les infrastructures et l'accès au marché pour les paysans pauvres » (traduction de l'auteur). En effet la meilleure réponse aux conséquences graves de l'accaparement des terres est de faire en sorte que les paysannes et paysans petits producteurs trouvent plus rentable d'exploiter leurs terres que de les céder massivement pour tenter de survivre. La stratégie choisie par la Banque Mondiale fait le lit au transfert massif des terres agricoles des communautés locales vers des investisseurs agro-industriels ou des spéculateurs, tout en demandant aux organisations de la société civile de jouer le rôle de chien de garde ('wachtdog').

Il faut tout simplement se dire que la lutte contre l'accaparement des terres ne fait que commencer. Elle sera difficile et de longue haleine. Heureusement que les organisations de la société civile n'ont pas attendu la Banque Mondiale avant de la commencer. Elle nous complique la tâche. Mais elle ne nous décourage pas, au contraire !

C'est pourquoi nous, membres de la COPAGEN ( du Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Mali, Niger, Senegal, Togo), réunis à Ouagadougou du 22 au 25 septembre 2010, dans le cadre du 6ème Forum Régional de notre coalition, réaffirmons qu'aucun principe au monde ne peut justifier l'accaparement des terres !

**Fait à Ouagadougou / Burkina Faso, le 24 septembre 2010**